ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 441

Texte de la question

AVENIR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Yves Durand, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Yves Durand. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, vous avez sans doute reçu récemment les lycéens mais je doute que vous les ayez véritablement écoutés. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* En tout cas, je suis sûr que vous ne les avez pas entendus car si vous l'aviez fait, vous auriez répondu avec moins d'arrogance tout à l'heure. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Depuis maintenant un an, votre seul souci est de tenter de faire admettre à l'opinion publique la saignée dans les effectifs de l'éducation nationale pour la rentrée prochaine, et sans doute pire encore pour les années à venir. *((Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Votre seul argument, vous l'avez encore répété tout à l'heure, est la baisse du nombre d'élèves qui permettrait, selon vous, un taux d'encadrement convenable de onze élèves par professeur. Or vous savez très bien, monsieur le ministre, que ce chiffre est faux et qu'il ne correspond à rien. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Dans les lycées, la taille moyenne des classes approche les trente élèves, et elle atteint parfois les trente-cinq en seconde, alors que c'est la classe la plus importante pour l'orientation des jeunes.

Mme Marylise Lebranchu. Très juste !

M. Yves Durand. Dans les lycées de l'agglomération lilloise, pas une classe de seconde n'est en dessous des trente élèves.

Par ailleurs, c'est au moment même où le nombre d'élèves augmente fortement en primaire et en collège que le Président de la République annonce le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, ce qui entraînerait la suppression de 85 000 postes d'ici à 2012 dans l'éducation nationale alors que, au contraire, il faudrait prévoir dès maintenant l'accueil de ces nouveaux élèves.

Oui, les réformes sont nécessaires, et nous les avions engagées, mais jamais elles ne se feront en supprimant des moyens. *(" Ah ! " sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Richard Mallié. Toujours plus !

M. Yves Durand. Aujourd'hui, votre politique, c'est de supprimer les cours du samedi matin en primaire, sans aucune concertation avec les maires qui devront le plus souvent prendre en charge les élèves. Vous bâclez, là encore sans concertation, de nouveaux programmes, que la plupart des enseignants refusent. Enfin, vous jetez les enseignants à la vindicte populaire, ce qui est scandaleux, avouons-le, en les accusant de manipuler les lycéens qui clament, encore aujourd'hui, leur révolte. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. Merci de poser votre question, monsieur Durand.

M. Yves Durand. Monsieur le ministre, votre premier devoir est de défendre l'institution scolaire, ses enseignants et ses élèves. Quand allez-vous enfin vous ressaisir et vous battre pour que l'école ne soit pas la première victime de vos cadeaux fiscaux et de vos choix budgétaires désastreux ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et*

républicaine.)
M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale.
M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale.* Monsieur le député, vous connaissez trop bien le système éducatif...
M. Lucien Degauchy. Il n'y connaît rien !
M. le ministre de l'éducation nationale. ... pour essayer de nous faire croire que la réponse à nos problèmes résiderait dans l'augmentation systématique du nombre de postes. Si tel était le cas, nous serions aujourd'hui les premiers au monde car le système éducatif français est l'un des plus généreux qui soit - nous avons un professeur pour 11,9 élèves.
Je ne nie pas qu'il existe des disparités ici ou là, mais nous avons bien plus investi dans l'enseignement que les pays comparables. Or tous ces efforts quantitatifs n'ont pas abouti à ce que nous progressions dans les classements internationaux, bien au contraire : la France ne cesse de perdre du terrain dans les études PISA sur les lycées.
Notre premier devoir, c'est de penser aux enfants précisément. Un enfant qui entre dans le système éducatif aujourd'hui en sortira en 2030. Prétendez-vous que son destin changera s'il a un ou deux camarades de plus dans sa classe, ou s'il y a, à la rentrée prochaine, quelques milliers de professeurs en moins sur près d'un million ?
Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Oui !
M. le ministre de l'éducation nationale. Son destin sera-t-il différent s'il ne peut choisir qu'entre sept options ou huit, neuf ou dix ? Le croyez-vous vraiment ?
Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Oui !
M. le ministre de l'éducation nationale. Personnellement, je ne le crois pas.
Nous avons montré notre capacité à réformer là où c'était nécessaire : nous avons mis en place les études surveillées dans les collèges de l'ambition prioritaire, qui sont un succès, nous avons instauré des stages pour des élèves en difficulté en CM1-CM2. Comment peut-on oser protester contre la proposition du Président de la République d'offrir gratuitement une remédiation pour des élèves qui sont en difficulté et dont les familles ne peuvent pas se payer des cours particuliers ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
Nous sommes en train de mettre en place pour la rentrée prochaine, vous le savez, de nouveaux programmes pour le primaire. Ces programmes sont, contrairement à ce que vous venez de dire, monsieur Durand, soumis à examen. Nous avons reçu en provenance des circonscriptions 1 100 synthèses, qui montrent, et je les publierai, que plus de la moitié des enseignants approuvent ces programmes.
Autrement dit, monsieur Durand, vous ne pouvez continuer à soutenir que notre seul projet serait de nuire à l'éducation nationale et aux enseignants. Du reste, les intéressés eux-mêmes ne vous croient pas, ou si peu : alors que depuis cinq semaines, on ne cesse d'annoncer le grand soir, la montée en puissance des manifestations...
M. François Hollande. Ça vient !
M. le ministre éducation nationale. ...aujourd'hui, 82 % des professeurs ne font pas grève. Je veux rendre hommage à ces enseignants : ils ont compris que les enjeux étaient ailleurs. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

Données clés

Auteur : M. Yves Durand
Circonscription : Nord (11e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 441
Rubrique : Enseignement secondaire
Ministère interrogé : Éducation nationale
Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 16 avril 2008

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/13/questions/QANR5L13QG441

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 avril 2008